

# NOUVELLE MARCHÉ vers « le bord de l'abîme »

Nous voici à nouveau engagés dans une marche vers « le bord de l'abîme ». Il s'agit de la question de Berlin-Ouest, au sujet de laquelle le gouvernement soviétique a envoyé une note aux gouvernements des Etats-Unis, de Grande-Bretagne et de France, fixant un délai de 6 mois pour aboutir à une solution.

Cette question n'a pas surgi par un effet du hasard. Elle est à la fois une séquelle de la deuxième guerre mondiale et un foyer possible de déclenchement d'une troisième guerre mondiale.

A la fin de la deuxième guerre mondiale, les vainqueurs n'avaient aucune autre idée que d'imposer à l'Allemagne vaincue une occupation militaire conjointe, pour avoir le temps de trouver ensuite une solution satisfaisante pour eux à ce qu'ils appelaient le problème de l'Allemagne. Il n'était évidemment pas question pour eux de tenir compte des désirs et volontés du peuple allemand, lequel avait été la première victime du nazisme. Staline et Roosevelt avaient même pensé un moment faire raser toute l'industrie allemande et transformer l'Allemagne en un pays agricole (plan Morgenthau).

La guerre contre Hitler avait forgé la coalition des Etats capitalistes occidentaux avec l'Union soviétique. La victoire sur Hitler ne tarda pas à entraîner la rupture de cette coalition et à faire place à la « guerre froide » entre les anciens alliés, à une « guerre froide » qui s'étendit au monde entier.

La tension commença par se manifester au centre de l'Europe, à Berlin même qui pendant plusieurs années ne fut relié à l'Ouest que par un pont aérien. Puis, c'est en Extrême-Orient et au Moyen-Orient que la tension se manifesta. C'est à propos de la Corée, du Vietnam, de l'Egypte, du Liban..., que les augures de Washington et ceux de Moscou se penchaient à intervalles de plus en plus rapprochés sur « le bord de l'abîme », pour reprendre la formule inoubliable de Foster Dulles lui-même. Il semblait que ces personnages avaient placé le problème de l'Allemagne au frigidaire.

Et ainsi marcha la vie pendant des années. L'Allemagne occidentale connaissait le « miracle économique »; pour être placée dans des conditions plus complexes, l'Allemagne orientale connaissait aussi de grands progrès industriels. Les forces productives du pays le plus industrialisé d'Europe se développaient fiévreusement. Et, pendant ce temps, ce pays placé au centre de l'Europe qui avait brisé au XIX<sup>e</sup> siècle les entraves héritées du féodalisme et était devenu le premier pays industriel d'Europe, et l'un des premiers du monde, continuait à vivre écartelé.

Qui plus est, la division tendait apparemment à se consolider. L'Est et l'Ouest de l'Allemagne appartenaient à des alliances militaires directement opposées, du fait même qu'ils relevaient de systèmes sociaux différents, opposés. Les chancelleries reléguèrent à l'arrière-plan le problème de l'unification de l'Allemagne qui était senti par tout Allemand, à l'est comme à l'ouest, comme le problème n° 1.

Cette situation contribuait d'ailleurs à donner une forme artificielle à la vie politique dans les deux parties de l'Allemagne: Adenauer était aussi peu représentatif du peuple allemand qu'Ulbricht.

Dans cette situation si épineuse venait s'insérer le cas de Berlin, cette ville de plusieurs millions d'habitants, divisée, où le métré passe d'un

système social à l'autre, où en fait toutes les tensions du monde actuel se trouvent concentrées et multipliées à l'extrême. Là-bas s'affairaient toutes sortes d'aventuriers, d'agents doubles, de comploteurs. Là-bas se trouvent aussi de très nombreux réfugiés de l'Allemagne de l'Est, surchauffés et prêts à n'importe quoi. On a bien vu en juin 1953, quand les ouvriers de Berlin-Est et de l'Allemagne de l'Est firent grève pour améliorer leurs conditions de vie et obtenir leurs libertés, surgir quelques milliers de désespérés de Berlin-Ouest pour se livrer à des provocations sans souci des conséquences internationales qu'elles pouvaient entraîner.

Les diplomates, les chancelleries pouvaient ignorer le problème de l'Allemagne, le laisser dans un coin avec on ne sait quel espoir qu'apparaisse une solution miraculeuse — le monde dans lequel nous vivons ne connaît pas de miracles. Tôt ou tard une initiative devait être prise quelque part, d'en haut ou d'en bas.

Il est à présumer que l'initiative fut prise par le gouvernement soviétique parce que, entre autre, le gouvernement de la D.D.R. lui fit valoir le danger que présentait pour lui l'enclave de Berlin-Ouest.

Il faut dire que, sur le seul plan des rapports internationaux, l'initiative soviétique est parvenue à plonger les Occidentaux dans le désarroi. Les Soviétiques ont déclaré qu'ils évacuaient Berlin-Est et cela horrifia beaucoup plus les gouvernements capitalistes que s'ils avaient renforcé leurs forces d'occupation. Restez donc, ont-ils l'air de dire aux Russes. Mieux vaut encore le *statu quo*, votre présence à Berlin, que notre propagande peut dénoncer, que votre départ qui nous force à trouver une réponse autre que notre propre départ, celui-ci est pour nous impossible.

Dans l'immédiat, l'écrasante majorité des électeurs de Berlin-ouest a voté en fait contre l'initiative soviétique; l'U.R.S.S. paye ainsi la politique « anti-boche » de Staline, et le régime impossible d'Ulbricht, et ne tire aucun bénéfice auprès des masses d'une mesure de retrait des troupes. A Paris, les gouvernements capitalistes viennent de donner une réponse négative à la note soviétique.

Mais ce sont là des étapes sur une nouvelle partie diplomatique, probablement de plus longue durée que les six mois indiqués par Khrouchtchev dans sa note sur Berlin. Nous ne sommes les conseillers d'aucun gouvernement, même pas d'un gouvernement bureaucratique d'un Etat ouvrier, et nous nous gardons de nous mêler aux nombreux amateurs qui échafaudent des plans susceptibles de satisfaire Adenauer et Ulbricht, Dulles et Khrouchtchev. Nous sommes des militants de la classe ouvrière et devons la mettre en garde contre des opérations diplomatiques qui, de plus en plus, jouent avec le danger de guerre et menacent le monde d'un conflit dont les conséquences peuvent être fatales pour l'espèce humaine elle-même. La seule force capable de transformer la situation dans un sens positif, de réduire au maximum les dangers catastrophiques d'une nouvelle guerre mondiale, c'est la classe ouvrière.

Dans le cas de Berlin et de l'Allemagne, plus encore que pour les autres cas où des nations sont divisées (Chine, Corée, Vietnam), on aperçoit très difficilement ce à quoi peuvent aboutir des négociations diplomatiques dans les conditions actuelles, sauf à des périodes de très haute tension et même — des faux-pas n'étant pas impossibles — au plongeon dans l'abîme, bien que

Washington comme Moscou cherchent à éviter le conflit.

Il peut apparaître que la classe ouvrière allemande qui, depuis 40 ans, a eu une histoire tragique (trahison de la social-démocratie, écrasement de la Révolution de 1918-19, échec de 1923, écrasement par le nazisme, division et occupation depuis plus de 13 ans) ne soit pas en état d'intervenir puissamment. Il existe, il est vrai, une série de conditions qui entravent fortement sa capacité d'action, en tout premier lieu la pusillanimité de la direction social-démocrate (laquelle sait qu'en cas de réunification de l'Allemagne et d'élections libres, elle aurait la majorité dans le pays). Mais il n'y a que la classe ouvrière qui puisse, par une intervention vigoureuse apporter la solution. On l'a entrevu en juin 1953: lorsque la grève générale commença à déferler sur l'Allemagne de l'Est, la division de l'Allemagne par les puissances occupantes faillit être balayée; les ouvriers de Berlin-ouest et ceux de l'Allemagne de l'Ouest songèrent à entrer en grève également. La grève générale sur tout le territoire de l'Allemagne, la formation d'une seule direction à l'échelle nationale, s'eût été en fait l'unification se réalisant avec un pouvoir ouvrier. Une telle éventualité est crainte aussi bien par Adenauer et les dirigeants sociaux-démocrates que par Grotewohl et Ulbricht.

Il y a peu, très peu, de forces politiques conscientes, organisées, qui actuellement en Allemagne œuvrent à la seule solution réaliste, la réunification de l'Allemagne sous une direction ouvrière. Leur développement est contrecarré par les politiques réactionnaires des directions officielles, social-démocrates et stalinienne du mouvement ouvrier en Europe. Néanmoins il n'est pas du tout vrai que la partie soit jouée par avance et que la diplomatie, avec ses dangereux aléas, aura le pas sur la classe ouvrière. Par la politique des directions, les classes ouvrières européennes sont arrivées dans une impasse. Alors que la révolution monte tout autour de l'Europe, elles sont menacées par de nouvelles formes politiques réactionnaires, qui — à la différence de ce qui se passa dans la période qui précéda la 2<sup>e</sup> guerre mondiale — sont complètement à contre-courant. La solution de cette contradiction qui s'est singulièrement aggravée avec l'arrivée au pouvoir de De Gaulle en France ne peut manquer de venir à échéance dans des délais relativement réduits; les forces potentielles du prolétariat européen si longtemps étouffées seront placées devant des situations qui favoriseront leur libération de l'emprise des vieilles directions. C'est à préparer les militants et la classe ouvrière pour de telles situations qu'il faut œuvrer dès à présent.

## ABONNEZ-VOUS

à « La Vérité des Travailleurs »  
bi-mensuelle à 12 pages

- 6 mois: 12 numéros .. 400 fr.
- 1 an: 24 numéros .... 800 fr.
- Sous pli fermé, respectivement. . . . 800 et 1.600 fr.

Réglez par mandat:

C.C.P. 6965-68 Paris

64, rue de Richelieu, Paris-2<sup>e</sup>.